

ACTION URGENTE

CHINE. UN AVOCAT LIBÉRÉ SOUS CAUTION FAIT TOUJOURS L'OBJET D'UNE ÉTROITE SURVEILLANCE

L'avocat spécialiste des droits humains Xie Yang a été libéré sous caution le lendemain de son procès pour « incitation à la subversion de l'État » et « trouble à l'ordre au tribunal ». Le jugement n'a pas encore été annoncé et Xie Yang fait toujours l'objet d'une étroite surveillance.

Xie Yang a été libéré sous caution le 9 mai 2017, bien que la décision relative aux accusations d'« incitation à la subversion de l'État » et de « trouble à l'ordre au tribunal » n'ait pas été rendue. Environ 20 minutes seulement avant l'ouverture du procès du 8 mai 2017, le tribunal populaire intermédiaire de la ville de Changsha a annoncé qu'il serait diffusé sur Weibo, une plateforme chinoise de réseau social. On ignore ce que cette procédure inhabituelle signifie et quand la décision définitive sera rendue.

Lors du procès, Xie Yang a déclaré qu'il n'avait pas été torturé, contredisant ainsi les déclarations faites à ses avocats en janvier 2017, lorsqu'il avait raconté les tortures prolongées subies durant sa détention, notamment les interrogatoires interminables, les coups et la privation d'eau et de sommeil. Les déclarations incohérentes et le fait que Xie Yang n'ait pas pu consulter un avocat de son choix depuis le 28 février 2017 laissent penser que son témoignage pourrait avoir été forcé.

D'après Chen Guiqiu, sa femme qui a fui vers les États-Unis avec ses deux filles en mars, Xie Yang et ses parents ont été conduits dans un village de montagne éloigné dans la province du Hunan quelques heures après avoir reçu l'autorisation de fêter le quatrième anniversaire de sa mère le 9 mai 2017. On ignore toujours où ils se trouvent.

Chen Guiqiu pense que bien qu'il ait été libéré sous caution, Xie Yang n'est pas réellement libre. Elle a déclaré qu'il semblait étrange au téléphone lorsqu'elle lui a parlé le 10 mars 2017, qu'il n'avait pas posé de questions sur ses filles, ce qui est inhabituel, qu'il avait demandé qu'elles reviennent en Chine et qu'il avait dit que le gouvernement chinois assurerait leur sécurité. D'après Chen Guiqiu, il semble que Xie Yang fasse toujours l'objet d'une surveillance étroite et constante. Il était accompagné par des agents de la sécurité nationale lorsqu'il a rendu visite à son beau-père le 20 mai 2017 et il a de nouveau été conduit dans un lieu inconnu après sa visite.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en chinois, en anglais ou dans votre propre langue) :

- demandez aux autorités de libérer Xie Yang immédiatement et sans condition et d'abandonner les charges portées contre lui, car il est détenu uniquement pour avoir exercé pacifiquement ses droits à la liberté d'expression et de réunion ;
- appelez-les à mettre fin à la surveillance dont il fait l'objet et aux restrictions de son droit de circuler librement ;
- engagez-les à définir la situation de Xie Yang au regard de la loi en attendant que la décision soit rendue.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 4 JUILLET 2017 À :

Directeur du bureau municipal de la Sécurité publique

Tang Xiangyang Juzhang
Changsha City Public Security Bureau
140 Jiefangxi lu
Changsha Shi 410005
Hunan Sheng
Fax : +86 731 82587612
Chine

Formule d'appel : Dear Director, / Monsieur,

Ministre de la Sécurité publique

Guo Shengkun Buzhang
Ministry of Public Security
14 Dongchangan Jie
Dongcheng Qu
Beijing Shi 100741
Chine
Tél. : +86 10 66262114 (en chinois uniquement)
Courriel : gabzfwz@mps.gov.cn

Formule d'appel : Dear Minister, / Monsieur le Ministre,

Copies à :

Premier ministre
Li Keqiang Guojia Zongli
The State Council General Office
2 Fuyou Jie
Xicheng Qu
Beijing Shi 100017
Chine
Fax : +86 10 65961109 (via le ministère des Affaires étrangères)

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Chine dans votre pays. Insérez les adresses ci-dessous :

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax numberEmail addressSalutation.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la première mise à jour de l'AU 88/17. Pour plus d'informations : <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa17/6056/2017/fr/>.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

CHINE. UN AVOCAT LIBÉRÉ SOUS CAUTION FAIT TOUJOURS L'OBJET D'UNE ÉTROITE SURVEILLANCE

COMPLÉMENT D'INFORMATION

- Xie Yang a été inculpé en décembre 2016 d'« incitation à la subversion de l'État » et de « trouble à l'ordre au tribunal » pour avoir exercé pacifiquement son droit à la liberté d'expression et en raison de l'exercice de son activité professionnelle d'avocat. Ces chefs d'inculpation sont liés à ses articles publiés en ligne critiquant le gouvernement et le système judiciaire en ce qui concerne des défenseurs des droits humains qu'il a représentés, au rôle qu'il a joué dans l'organisation de manifestations dénonçant le fait que la police a abattu un pétitionnaire, et au fait qu'il a encouragé des villageois à se réunir devant le tribunal lors de l'audience d'une affaire de démolition de logement.
-
- Lorsque ses avocats ont rendu public, en janvier 2017, le récit des tortures que Xie Yang a subies, les autorités ont rejeté toutes leurs nouvelles demandes de rencontrer leur client. Jiang Tianyong, un autre avocat spécialiste des droits humains placé en détention, a « avoué » en mars 2017 sur un média de Chine continentale avoir fabriqué de toutes pièces les preuves de la torture de Xie Yang.
-
- L'avocat Jiang Tianyong a disparu le 21 novembre 2016 alors qu'il retournait à Pékin après avoir rendu visite à l'épouse de Xie Yang. Il s'était rendu avec elle et trois autres avocats au centre de détention n° 2 de la ville de Changsha pour tenter d'obtenir un entretien avec Xie Yang. Les médias de la Chine continentale ont publié des interviews et l'enregistrement vidéo d'« aveux » de Jiang Tianyong en février 2017, affirmant que c'était lui qui avait fabriqué de toutes pièces les récits de torture de Xie Yang, et qualifiant de « fausses nouvelles » les informations publiées par des médias étrangers au sujet de ces actes de torture. (Pour en savoir plus, consultez la page <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa17/5421/2017/fr/>).
-
- À la suite de la vague de répression sans précédent lancée par le gouvernement contre les avocats spécialistes des droits humains et d'autres militants, presque 250 avocats et militants ont été interrogés ou arrêtés par des agents chargés de la sûreté de l'État depuis le 9 juillet 2015. Des descentes ont également été effectuées dans les bureaux et au domicile d'un grand nombre de ces personnes, et certains de leurs proches ont aussi fait l'objet d'une surveillance policière, ont subi des actes de harcèlement et ont vu leur droit de circuler librement soumis à des restrictions.
-
- En mai 2017, cinq de ces personnes avaient été déclarées coupables de « subversion de l'État ». En août 2016, les militants Zhai Yanmin et Gou Hongguo, alias Ge Ping, ont été condamnés à des peines de prison avec sursis. Le militant Hu Shigen et l'avocat Zhou Shifeng ont été condamnés respectivement à des peines de prison de sept ans et demi et sept ans. L'avocat Li Heping a été jugé à Tianjin le 25 avril et condamné le 28 avril à une peine de trois ans de prison, assortie d'un sursis de quatre ans. On ignorait où il se trouvait après le jugement, jusqu'à ce qu'il rentre chez lui le 9 mai. Des images le montrent cependant amaigri et ses cheveux sont visiblement devenus gris. Li Heping a par la suite révélé qu'on lui a administré des médicaments de force et qu'il a été torturé pendant sa détention. Les avocats Li Shuyun, Ren Quanni et Li Chunfu et le militant Gou Hongguo ont également déclaré qu'ils avaient été drogués pendant leur détention.
-
- En plus de Xie Yang, trois autres personnes demeurent en détention et attendent la date de leur procès ou leur jugement. La date du procès de l'avocat spécialiste des droits humains Wang Quanzhang n'a toujours pas été fixée. Les militants Yin Xu'an et Wang Fang attendent toujours leur jugement après avoir comparu devant le tribunal respectivement en septembre 2016 et en février 2017.

Nom : Xie Yang
Homme

Action complémentaire sur l'AU 88/17, ASA 17/6307/2017, 23 mai 2017